

Présidentielle : l'état de la gauche

(*Le Monde* du 22 mars 2002)

Réfléchissant sur les rapports des intellectuels avec la gauche, il y a plus d'un demi-siècle, Raymond Aron soulignait l'importance de deux mythes : la révolution et le prolétariat. Le parti socialiste, en 1946, ne se déclarait-il pas, malgré Léon Blum, « *essentiellement révolutionnaire* » et n'affirmait-il pas qu'il avait « *toujours été et continuait d'être un parti de lutte de classe* ». La persistance de ces thèmes a tenu à l'existence d'un communisme puissant qui provoquait à gauche la répulsion et l'intimidation. La répulsion conduisit à la rupture entre la gauche démocratique et le parti communiste. L'intimidation contribua à la survie d'une idéologie en partie commune à ces deux familles. Timidité volontaire de la part de la gauche non communiste puisque, lorsque le mode de scrutin s'y prêtait, elle facilitait les accords électoraux.

Cette division de la gauche a favorisé la droite de Pinay à de Gaulle. Le problème de François Mitterrand fut de rendre la gauche majoritaire en la réunifiant, malgré un parti communiste puissant. Il y parvint en adoptant un programme ultra-socialiste et en laissant espérer une pratique modérée. Pour Lionel Jospin, il s'agit de rendre la gauche majoritaire malgré un parti communiste faible et après avoir pratiqué une politique modérée.

Que reste-t-il de socialiste dans la pratique des gouvernements de gauche en France ? L'idée d'une planification centrale a disparu, et même celle d'une « *planification démocratique* ». L'appropriation collective des moyens de production s'est également évanouie. Le gouvernement Jospin a privatisé autant que ses prédécesseurs de droite. L'ouverture du capital des entreprises publiques est l'euphémisme qui permet de persévérer dans cette voie. L'autarcie, le protectionnisme et le volontarisme industriel ne sont plus de mise.

Avant la France, une évolution semblable du socialisme s'était produite en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Notre retard s'explique par la moindre ouverture de notre pays aux échanges internationaux et par le poids du parti communiste. L'Europe, le marché mondial et le déclin communiste auront été les professeurs de modération du socialisme français.

A l'origine, le mouvement socialiste comprenait deux composantes : l'une organisatrice, l'autre corporatiste. Par l'organisation, il s'agissait de substituer un ordre rationnel à l'anarchie du marché. Dans ce domaine, le niveau d'exigence a bien diminué puisque les mécanismes de prix, donc les marchés, sont reconnus comme les principaux régulateurs de la vie économique. Si l'intervention de l'Etat se réduit à une combinaison de politique monétaire et de politique budgétaire, alors le socialisme n'aura été qu'une parenthèse spécifique de l'histoire européenne et l'on comprend pourquoi il n'y a jamais eu de socialisme aux Etats-Unis, bien que les intellectuels et les ouvriers n'y aient pas manqué. En revanche, les éléments corporatistes subsistent.

D'abord sur le marché du travail où, pour mieux mettre les détenteurs d'emploi à l'abri des risques de la flexibilité, on accepte en fait un taux de chômage plus élevé. De même, « le service public à la française » permet de préférer le monopole à la concurrence et de justifier la quiétude des salariés et des directeurs par l'intérêt des utilisateurs présentés comme les maîtres ultimes (à travers l'Etat il est vrai) de la SNCF, d'EDF et de La Poste.

Derrière le corporatisme se profile le clientélisme. Comme ceux dont les revenus sont déterminés directement ou indirectement par les pouvoirs publics sont nombreux, ils font savoir par leurs organisations professionnelles, par leurs grèves et par leur vote que le progrès technique, la productivité et la mobilité doivent toujours être tempérés par d'autres considérations. En ce sens la gauche est corporatiste, comme la droite a été rurale, parce que la victoire appartient aux gros bataillons d'électeurs.

Pour trouver le noyau dur de la gauche, il faut, au-delà du socialisme, remonter à deux principes : la liberté des individus opposée à l'arbitraire de toute forme d'autorité politique ou sociale ; l'égalité étendue à tous les domaines. Il est difficile aujourd'hui de distinguer la gauche de la droite par ces seules idées, puisque la droite, en devenant démocrate, les a adoptées. Mais, dira-t-on, si, en matière de liberté politique, il n'y a plus de différence, en revanche, en matière de liberté des mœurs, la gauche va plus loin que la droite. Plus loin mais pas longtemps, comme on l'a vu à propos du Pacs. De même pour la protection sociale et pour la redistribution, qui découlent du principe d'égalité.

La gauche elle-même en ces matières ne peut trop creuser ses différences avec la droite. Si elle réclame plus de liberté dans les mœurs, elle se heurte au problème de l'individualisme extrême et de l'incivisme, et, si elle veut étendre l'égalité par la redistribution, elle rencontre les inconvénients électoraux de la pression fiscale. Pour cette double raison, et pour la première fois dans l'histoire politique française, la gauche socialiste ira aux élections avec un programme de réduction des impôts et avec la volonté d'augmenter les effectifs et les traitements des policiers et des gendarmes, gardiens par excellence de la sévérité des mœurs.

Mais, objectera-t-on, existe-t-il une gauche ou des gauches ? En calculant les reports de voix à gauche, on mesurera très exactement, après les élections qui viennent, le degré d'unité de cette partie de l'opinion. Examinons, pour l'instant, les divergences.

Comme la gauche de gouvernement s'est modérée, une extrême gauche a réapparu. Le phénomène s'était déjà produit au début du siècle. Mais distinguons le gauchisme extrême du communisme. Le communisme réel, c'était le léninisme, c'est-à-dire le secret et la violence opposés à la démocratie « bourgeoise ». Il est difficile de considérer Robert Hue sous cet habit et autrement que comme un socialiste de gauche, comme le furent Jules Guesde ou Marceau Pivert : discours radicaux et prudence pratique. Le cas d'Arlette Laguiller est différent. Elle ne menace ni l'ordre républicain ni le capitalisme mais, à la différence de Robert Hue, le parti socialiste. En reprenant le stock symbolique (drapeau rouge, poing levé, etc.), elle offre aux nostalgiques une rétrospective de 1848, de la Commune, de la Révolution d'octobre, du Front populaire et de Mai 1968. Tout le problème est de savoir si ce gauchisme est ou non un tigre de papier, c'est-à-dire s'il peut priver Lionel Jospin de beaucoup de voix au second tour ou s'il a simplement satisfait la mémoire des plus anciens et l'impatience des plus jeunes.

Les communistes et les gauchistes ne sont pas sans influence sur les socialistes. Ils obligent la gauche de gouvernement à gauchir son langage et à choisir, pour réformer, l'oblique plutôt que la perpendiculaire. Pour rallier les communistes aujourd'hui, il suffit de

quelques circonscriptions et de portefeuilles ministériels. Depuis un siècle, la gauche modérée digère de cette façon la gauche radicale. Avec le gauchisme, les choses sont peut-être plus difficiles.

Autre divergence : les écologistes. Leur seule originalité est de privilégier le risque nucléaire par rapport à la pollution provoquée par l'utilisation des énergies fossiles. Débat utile, mais dont on ne voit pas en quoi il concerne les lignes de partage au sein de la gauche et entre la gauche et la droite.

Dernier clivage : l'apparition du Pôle républicain. Jean-Pierre Chevènement s'est placé au centre, non pas qu'il soit devenu libéral, social et européen, comme les démocrates-chrétiens qui inventèrent le centrisme, mais parce qu'il est laïque, jacobin et national, plus précisément *nationiste*, puisqu'il fait de la nation le point suprême de l'ordre politique. De ce fait, il bénéficie des apports des déçus de la droite et des déçus de la gauche. Son conflit avec les socialistes n'est pas nouveau. Déjà en 1990, à Rennes, son courant refusa de soutenir la déclaration de principe affirmant que « *le parti socialiste fait le choix de l'Europe* ». En ce sens, le Pôle républicain, issu de la gauche mais la débordant, constitue un isolat dont on ignore l'avenir proche et, à plus forte raison, lointain. Bien sûr, Jean-Pierre Chevènement a réduit la voilure anti-européenne et se laisse porter par le vent d'inquiétude que soulèvent l'immigration et l'insécurité. Le seul problème pour la gauche est de savoir combien de voix il peut lui ôter au second tour.

A ces anomalies près, le nuancier de la gauche est aujourd'hui à faible intensité. Ce qui explique la stratégie électorale de Lionel Jospin. Il ne nie pas la pluralité de son camp. Les tensions internes lui paraissent plus faibles qu'autrefois, même si la radicalité des propos d'Arlette Laguiller brouille cette convivialité, comme la raideur jacobine de Jean-Pierre Chevènement à l'autre extrémité. Pour que Lionel Jospin ait vu juste, il faudra que les électeurs d'Arlette Laguiller ou de Jean-Pierre Chevènement ne tirent pas les mêmes conclusions du premier tour que leurs deux leaders. Dans cette perspective, il faut que ce qui unifie la gauche, en dernière analyse, soit l'idée originelle : contester l'état de fait au nom d'un état idéal, plus juste. A partir de là, les reports au second tour et les gains au centre deviennent plus faciles. Si cette stratégie réussissait, elle donnerait raison à Alain, disant qu'on reconnaît un homme qui n'est pas de gauche au seul fait de mettre en doute la coupure entre gauche et droite. Ce qui revient à dire qu'il suffit à la gauche de se dire de gauche et de ne pas s'embarrasser d'autres explications.

Jean-Claude Casanova